

Motion de la Commission Administrative Nationale du 11 mai 2010

Rien d'inéluctable. Résister !

Dans le contexte de la crise mondiale qui a explosé il y a deux ans, la crise grecque met au grand jour l'impasse à laquelle conduit le processus actuel de la « construction européenne ». L'UE, et notamment la zone euro, sont aujourd'hui livrées aux ravages de la spéculation financière et de la déflation salariale. Les sacrifices imposés au peuple grec par son gouvernement, l'UE et le FMI, au mépris du développement de réelles solidarités et au risque d'amplifier les tensions entre Etats, vont financer de nouveaux profits pour le système bancaire qui avait bénéficié antérieurement d'aides publiques massives sans contrepartie. Au prix de multiples amalgames, la purge grecque est accompagnée de plans de rigueur dans l'ensemble des pays, renforçant les tendances à la récession et à la détérioration des finances publiques. A l'opposé, une politique fiscale mettant à contribution les hauts revenus et la finance dans chacun des Etats et à l'échelle européenne, permettrait à la fois de réduire la dette publique et de développer les services publics, l'emploi et les droits sociaux.

Retraites : Mobiliser pour sauvegarder la répartition et le niveau des pensions

En France, le Premier Ministre s'est saisi du prétexte de la crise grecque pour annoncer le gel en valeur des dépenses publiques pour les trois prochaines années, et la baisse des dépenses de fonctionnement. C'est une politique de « rigueur ». Politiquement en difficulté depuis les élections régionales, il cherche à accélérer le processus de réduction du nombre de fonctionnaires et les contre réformes à venir, notamment sur les retraites.

Devant cette offensive idéologique, le SNESUP appelle à mener la riposte par la grève et les manifestations interprofessionnelles public-privé le 27 mai prochain, décidées de façon unitaire. Dans les universités, il initiera, dans l'unité et avec tous ses partenaires, des forums de débats avec les personnels et les étudiants pour convaincre que d'autres choix sont possibles. Les sources de financement existent pour sauvegarder notre système de retraite solidaire et intergénérationnelle si l'on distribue différemment les richesses. Le SNESUP appelle à signer la pétition « [Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites](#) », initiée par ATTAC et la fondation Copernic, et à participer aux initiatives dans l'esprit des convergences déjà constatées entre FSU, CGT et Solidaires.

Préserver l'emploi, refuser l'individualisation des rémunérations

Dans ce contexte de rigueur budgétaire, le renvoi par V. Péresse vers Matignon du gel pour 2011 des suppressions d'emplois, arraché l'année dernière dans l'enseignement supérieur et la recherche, laissent augurer de nouvelles coupes dans les prochains cadrages budgétaires et le renforcement du dirigisme dans toutes les activités des universitaires. Après avoir exposé les rémunérations des enseignants chercheurs à une individualisation exacerbée par le biais notamment de primes dites « d'excellence scientifique » aux montants totalement déréglés, l'annonce par la ministre d'un dispositif de prime d'intéressement collectif sur les projets ANR est une provocation. Le SNESUP condamne ce jeu pervers dans lequel le service public d'enseignement supérieur et de recherche, dans sa majorité, perdra.

Grand emprunt : récuser cette recomposition du paysage universitaire

A l'occasion du choix des opérateurs, chargés du processus de sélection des projets liés au grand emprunt, la logique capitaliste de l'opération, la quasi absence de fonds immédiatement utilisables ou à destination des SHS, la volonté gouvernementale de faire « fructifier la recherche » -déjà dénoncées par le SNESUP- se sont vues confirmées. Le SNESUP dénonce un choix de financement qui détourne la recherche publique de l'intérêt général et privilégie les subventions sans contrepartie aux entreprises. Complétés par une logique d'appel d'offre déconnecté des laboratoires et équipes scientifiques, ces financements ciblés (santé, biotechnologie, entreprises innovantes,...) contribuent au pilotage technocratique de la recherche et à l'explosion de la flexibilité et de la précarité. Le SNESUP condamne l'utilisation du grand emprunt pour recomposer le paysage universitaire et contraindre les universités à de nouveaux reculs de la démocratie en imposant le renforcement de la gouvernance.

Formation des enseignants : poursuivre la résistance

En l'absence de tout cadrage, dans les établissements, les projets de formation de master voient le jour dans une totale cacophonie. En septembre prochain, alors que de jeunes enseignants stagiaires privés de formation professionnelle vont être projetés à temps plein devant des élèves, les collègues, jusque là chargés de la formation des enseignants, se retrouveront privés d'enseignement, contraints à être en « sous-service » ou à une mobilité forcée. Le SNESUP dénonce cet immense gâchis pour la société. Le SNESUP appelle tous les collègues à participer et à faire de la journée nationale décentralisée du 20 mai concernant la formation des enseignants une réussite. Cette action s'inscrit dans la poursuite de la mobilisation pour le retrait de la réforme en cours de la formation des enseignants, pour le retrait de ses textes publiés, et pour une tout autre réforme qui s'appuie sur le potentiel des IUFM. A la veille d'une séance d'habilitations portant sur les seules maquettes de master « enseignements », le SNESUP appelle à construire l'expression la plus large du refus de cette réforme au CNESER et s'exprimera par un refus de vote sur les habilitations.

* * * *

Les effets dévastateurs de la LRU et de la semestrialisation, les pressions exercées sur les personnels n'affectent pas seulement les conditions matérielles de travail, mais ont des conséquences humaines. Un nombre grandissant de collègues est en situation de souffrance au travail. Le SNESUP appelle ses syndiqués à prendre en considération ces difficultés individuelles, si nécessaire en partenariat avec les professionnels de la santé au travail.

Au-delà des actions du 20 mai sur la formation, du 27 mai sur les retraites, notre congrès d'études appelle la participation de tous pour approfondir nos propositions alternatives pour le service public d'enseignement supérieur et de recherche. Le SNESUP appelle tous les militants et adhérents à s'investir dans le processus de construction d'un tel projet.

Adoptée à l'unanimité moins 1 contre et 3 abstentions